



Communiqué de presse

PLFI 2026 : L'aspiration sociale, la bonne gouvernance et la relance économique au cœur des priorités

Antananarivo, 07 novembre 2025. Déposé à l'Assemblée nationale le 31 octobre 2025, le PLFI 2026 respecte le délai légal et ouvre, dès à présent, un temps parlementaire propice à l'enrichissement du texte et, si nécessaire, à l'ajustement de certaines dispositions. Fidèle au principe de continuité de l'État, son élaboration a démarré en mars 2025 et a été renforcée pour intégrer à la fois l'aspiration de la population et la vision du PRRM. La démarche s'est voulue inclusive, nourrie d'échanges avec l'ensemble des parties prenantes — en particulier le secteur privé, qui assure 75 % des recettes fiscales via les grandes entreprises. L'enjeu d'avoir un budget débattu, partagé et aligné sur les priorités du pays.

« *Le secteur productif est le moteur de l'économie : il doit être entendu. Le Parlement disposera du temps nécessaire ; il n'y aura plus de vote sans amendement par forcing* », souligne le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Ramiarison.

Le PLFI 2026 s'inscrit dans une politique de relance : des Assises nationales de la relance économique se tiendront prochainement afin d'arrêter une stratégie et une politiques économiques partagées. Parallèlement, les relations avec les partenaires techniques et financiers connaissent une reprise progressive ; des rencontres ont déjà eu lieu avec l'Union européenne, la Banque mondiale et le FMI.

Côté dépenses, le projet prévoit l'augmentation des salaires des fonctionnaires et un effort ciblé pour améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau potable. Le MEF confirme la baisse des dépenses courantes de fonctionnement au profit d'une hausse des investissements, tout en préservant les dépenses sociales. Les priorités d'investissement porteront sur l'eau et l'électricité, les infrastructures routières à fort impact sur le PIB, ainsi que l'éducation et le volet social. La maîtrise de la dépense est renforcée : les contrôles de l'IGE et l'audit de la Cour des comptes sont engagés pour lutter contre le gaspillage et mettre fin aux dépenses extravagantes.

Sur le plan fiscal, le ministre rappelle que la fiscalité est un outil de politique économique au service des activités productives. Plus d'avantages fiscaux sans contrepartie : tout dispositif devra obéir à des critères de performance (productivité, volumes, emplois). Le Gouvernement réaffirme l'engagement de réduction des dépenses fiscales de 290 milliards d'ariary, conformément aux conditionnalités du FMI. Dans un contexte où le secteur secondaire a reculé en 2024 et 2025, la hausse de productivité est impérative : celle de Madagascar ne représente encore qu'un cinquième de la moyenne d'Afrique subsaharienne. Le secteur privé sera soutenu, mais l'effort doit être partagé.

Pour accroître les recettes, le PLFI mise sur la lutte contre la fraude et la digitalisation des administrations fiscale et douanière, harmonisée entre directions. S'agissant de l'IRSA, le MEF réaffirme son caractère progressif, gage d'équité ; le taux de 25 % est marginal et ne concerne que les revenus supérieurs à 4 millions d'ariary.

Le PLFI 2026 traduit ainsi un triple objectif : relancer l'activité, protéger le pouvoir d'achat par des dépenses sociales ciblées, et assainir la gestion publique pour restaurer la confiance des citoyens, des entreprises et des partenaires. Des commissions parlementaires examineront prochainement le texte afin de le bonifier avant son adoption.